

**Bulletin officiel n° 3072 du 15/09/1971 (15 septembre 1971).**  
**Dahir n° 1-71-94 du 22 rebia II 1391 (16 juin 1971) portant publication de la constitution de la**  
**Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC)**  
**faite à Addis-Abéba le 17 janvier 1969.**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes- puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la constitution de la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC) faite à Addis-Abéba le 17 janvier 1969 et ratifiée le 5 hija 1390 (1er février 1971) ;

Considérant que le Maroc a déposé son instrument de ratification le 10 mars 1971,

**A décidé ce qui suit :**

**Article unique :** Sera publiée au Bulletin officiel la constitution de la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC) faite à Addis-Abéba le 17 janvier 1969, telle qu'elle est, annexée au présent dahir.

Fait à Rabat, le 22 rebia II 1391 (16 juin 1971).

\*

\*\*

1. La commission africaine de l'aviation civile (CAFAC) est un organisme autonome dont peuvent devenir membres les Etats africains membres de la CEA et de l'OUA.
2. La CAFAC est un organisme consultatif. Ses conclusions et recommandations sont soumises à l'acceptation de chacun des gouvernements intéressés.

**Objectifs**

3. La CAFAC a pour objectifs :
  - a) de fournir aux autorités de l'aviation civile dans les Etats membres, le cadre dans lequel ils pourront débattre et planifier toutes les mesures de coopération et de coordination nécessaires à leurs activités dans tous les domaines de l'aviation civile ;
  - b) d'assurer la coordination, l'utilisation optimale et le développement ordonné des systèmes de transports aériens en Afrique.

**4. Fonctions**

- 4.1. : Les fonctions de la CAFAC sont en particulier les suivantes :
  - a) Etablir les plans de caractère régional et sous-régional relatifs à l'exploitation de services aériens en Afrique et hors Afrique ;
  - b) Réaliser des études sur la possibilité pratique de normaliser le matériel volant et les moyens au sol destinés au service des aéronefs ;

- c) Réaliser des études sur les possibilités d'intégrer la politique des gouvernements dans tous les aspects commerciaux de transport aérien ;
  - d) Réaliser des études sur les tarifs intra-africains en vue d'adopter des barèmes qui soient de nature à stimuler le développement rapide du trafic aérien en Afrique ;
  - e) Réaliser des études sur les questions économiques de transport aérien, de caractère régional ou sous-régional, autres que celles mentionnées aux alinéas b). c) et d) ci-dessus ;
  - f) Encourager l'application des normes et recommandations de l'OACI relative à la facilitation; et les compléter par d'autres mesures visant à faciliter davantage les mouvements par voie aérienne des passagers, des marchandises et de la poste ;
  - g) Encourager des arrangements entre Etats, chaque fois que cela contribuera d'assurer la mise en application ;
    - Des plans régionaux de l'OACI relatifs aux installations et aux services de navigation aérienne
    - Des spécifications de l'OACI concernant la navigabilité, l'entretien et l'exploitation technique des aéronefs, la délivrance des licences au personnel et les investigations techniques sur les accidents d'aviation ;
  - h) Encourager et coordonner des programmes en vue du développement des institutions de formation existantes ou à créer pour répondre dans la région et les sous-régions aux besoins actuels et futurs en personnel dans tous les domaines de l'aviation civile ;
  - i) Etudier les besoins d'arrangements collectifs en matière d'assistance technique en Afrique, en vue d'aboutir à la meilleur utilisation possible de toutes les ressources disponibles, notamment de celles fournies dans le cadre du programme des Nations unies pour le développement.
- 4.2. La CAFAC, dans l'exercice de ses fonctions, travaille en consultation et en coopération étroite avec l'OUA, la CEA et l'OACI et tout autre organisation internationale gouvernementale ou non gouvernementale dont les activités intéressent l'aviation civile.

### **Organisation et arrangement pratiques**

- 5. La CAFAC tient ses sessions plénières ordinaires une fois tous les deux ans.
- 6. A chaque session plénière ordinaire, la CAFAC élit son président et quatre vice-présidents, un par sous-région, qui constituent le Bureau de la CAFAC.
- 7. Des sessions plénières extraordinaires peuvent être convoquées par le Bureau, et doivent l'être si celui-ci est saisi d'une demande émanant de la majorité des deux tiers des membres de la CAFAC.
- 8. A chaque session plénière ordinaire, la CAFAC définit son programme de travail pour la période qui s'écoulera jusqu'à la session plénière ordinaire suivante.
- 9. La direction, la coordination et l'orientation du programme de travail entre les sessions plénières ordinaires sont assurées par le Bureau de la CAFAC.
- 10. La CAFAC décide elle-même de son organisation, de ses arrangements et de ses procédures, notamment de l'institution de comités chargés d'étudier certains aspects particuliers de l'aviation civile en Afrique.
- 11. Les Etats membres devraient être représentés aux réunions de la CAFAC par des hauts fonctionnaires très avertis des questions à l'étude de manière que ces questions soient traitées avec la compétence désirable.
- 12. Il est institué par la CAFAC un secrétariat afin d'organiser les études, les réunions, la tenue des archives. Les règles relatives au recrutement et aux conditions d'emploi du personnel sont déterminées par la CAFAC. L'OACI pendant la période initiale à déterminer par la CAFAC, aura les responsabilités suivantes :
  - 1° Fournir du personnel pour les études, les réunions et activités connexes ;
  - 2° Assurer l'archivage des comptes rendus et de la correspondance.

La CAFAC utilisera pleinement l'expérience et l'assistance de l'OACI et ce conformément à la pratique suivie par cette dernière avec des organisations internationales similaires.

## **Questions financières**

13. A chaque session ordinaire, la CAFAC établit et approuve un budget des dépenses directes afférentes à ses activités, telles que celles-ci sont indiquées dans le programme de travail des années suivantes. La CAFAC établit son propre règlement financier pour la détermination des contributions de ses membres et pour le contrôle des dépenses. En ce qui concerne les dépenses indirectes elles seront à la charge de l'OACI selon la pratique suivie par celle-ci dans le domaine du financement collectif prévu au chapitre XV de la convention de Chicago.

## **Signature, ratification et retrait**

14. La présente constitution est ouverte à la signature de tous les Etats ayant participé à la conférence constitutive de la CAFAC et de tous les autres Etats africains indépendants membres de l'OUA ou de la CEA.  
Les instruments de ratification seront déposés auprès du secrétariat de l'OUA qui donnera notification de la date de dépôt à la CAFAC et à tous les membres de cette dernière.  
La présente constitution sera ouverte à la signature des Etats africains à partir du 17 janvier 1969 au siège du secrétariat de l'OUA à Addis-Abéba.  
La constitution entrera en vigueur provisoirement à la date du 17 janvier 1969 et elle entrera en vigueur définitivement après ratification par vingt Etats membres.
15. Pour se retirer de la CAFAC un Etat doit adresser une notification à cet effet au secrétariat de l'OUA qui en avisera immédiatement tous les autres Etats membres de la CAFAC. Le retrait sera effectif un an après réception de la notification.
16. La présente constitution peut être amendée à la majorité des deux tiers de l'ensemble des Etats membres.